



Un 27 mai massif par la grève et dans les manifestations !

**Services publics, emploi, salaires, retraite :
toutes et tous mobilisés, rassemblés et exigeants !**

Alors que le mécontentement est fort parmi les agents de la Fonction publique territoriale, le Gouvernement s'obstine dans ses mauvaises réformes et feint de ne pas voir l'importance des mobilisations, allant même jusqu'à annoncer des chiffres de participation à la grève et aux manifestations largement en-deçà de la réalité.

Il le sait, nous le confirmons, plus la mobilisation est forte, plus le nombre de salariés visibles dans les manifestations est important, et plus le pouvoir recule.

Ces derniers jours, les plans de rigueur tombent dans les pays européens : Espagne, Italie, Roumanie, Irlande, Portugal, Grèce..... visant en particulier les dépenses publiques, l'emploi, les retraites et les rémunérations des fonctionnaires, au travers de mesures draconiennes.

Serait-ce donc inéluctable ? Les choix faits par ces pays pour « sortir de la crise » sont forcément marqués par le sens de la politique menée par l'Europe libérale. En réduisant les marges de manœuvres des services publics notamment sur les investissements ; en réduisant l'emploi, les retraites et les salaires des fonctionnaires, n'est-ce pas du coup réduire les dépenses des ménages ? Moins de consommation, c'est moins de production, c'est moins d'emplois, c'est moins de rentrées fiscales, c'est moins de contributions aux charges sociales, etc., etc.

Or, s'il indique qu'il n'y aurait pas de « plan de rigueur » en France, l'annonce faite ces derniers jours par le gouvernement en matière de « politique responsable » concerne bien la baisse des dépenses publiques. Selon la ministre de l'Economie, ces dernières, hors charges d'intérêt de la dette, seront gelées en valeur pendant trois ans, c'est-à-dire qu'elles ne suivront pas l'inflation (prévue à 1,5 % en 2011, 1,75 % en 2012 et 2013).

Ces « économies » se traduiront par la réduction des moyens des services publics et la baisse des effectifs. Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite va se poursuivre, ce qui implique la suppression de 34 000 postes par an. 100 000 ont déjà été supprimés.

Une hausse des impôts est aussi envisagée, notamment sous la forme de l'augmentation de la TVA. En contrepartie, le gouvernement s'apprête à réduire les « niches fiscales » à hauteur de 5 milliards d'euros, sur un total de 70 milliards.

Pour sa part, la Réforme des collectivités locales, avec son pendant sur la suppression de la Taxe professionnelle va dans le même sens : moins de moyens pour les collectivités, c'est forcément moins d'investissements, une réduction des politiques publiques, moins de missions, moins de personnels, des privatisations, etc., etc.

Mais n'est-ce pas justement sur la croissance que le gouvernement Fillon compte pour rééquilibrer le budget et financer les retraites ? A moins que cette hypothèse écartée – quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage – il ne resterait plus qu'à allonger l'âge de la retraite et ponctionner dans les bourses des ménages...

Les salaires ne sont pas dans une meilleure posture. La tendance, en France comme ailleurs, est à l'élargissement de l'écart entre la base et le sommet. Selon l'Insee, depuis 2004, les inégalités ne cessent de croître.

Donner la priorité à l'emploi stable, améliorer les salaires et le pouvoir d'achat, réduire les inégalités, réorienter la fiscalité vers plus de justice sociale, investir pour l'emploi de demain par une politique industrielle prenant en compte les impératifs écologiques et par des services publics de qualité restent les ob-

jectifs communs des organisations syndicales (CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA) qui appellent les salariés, les retraités, les jeunes et les privés d'emploi à une journée nationale de mobilisation le jeudi 27 mai 2010 pour interpeller ensemble les pouvoirs publics, tous les employeurs et peser sur les choix à venir.

Pour leur part, les organisations syndicales de la Fonction publique CFDT, CFTC, CGT, FSU, UNSA, SOLIDAIRES appellent à la grève le 27 mai prochain et dénoncent elles aussi cette politique qui aggravera la situation de l'emploi public avec la poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Elles affirment au contraire que des améliorations sont indispensables pour assurer les besoins de toute la population sur l'ensemble du territoire.

Elles revendiquent l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et les créations de postes nécessaires, la résorption de la précarité et des mesures immédiates pour améliorer les conditions de travail. Il est urgent également d'augmenter les salaires des agents de la Fonction publique et d'assurer le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis plusieurs années.

Les organisations syndicales ont également fait un premier bilan des réunions qui se sont tenues dans la Fonction publique sur la réforme des retraites. Sur les différents thèmes abordés (pénibilité, emploi des seniors...), le gouvernement a persisté à ne donner aucune information sur ses intentions.

Les organisations syndicales demandent au ministre d'ouvrir de véritables négociations en traitant toutes les questions, et notamment celles du financement.

Tandis que le nombre de travailleurs pauvres (moins de 910 € mensuels) vient de passer de 13,1 % à 13,4 % - soit plus de 8 millions de personnes concernées -, le revenu des plus aisés s'envole : 28 % de personnes en plus dans la tranche supérieure à 100 000 € et 70 % dans la tranche au-dessus de 500 000 €. Et l'Insee souligne qu'au sein du groupe des plus aisés (6 000 personnes), le revenu s'étale de 688 000 à 13 millions d'euros, soit 700 fois le revenu médian.

S'agissant de la fiscalité, de bouclier en niches fiscales - on en dénombre 470 ! - le taux moyen d'imposition est de 20 % alors que, selon l'Insee, si on appliquait le barème de l'impôt sur le revenu, on en serait à 36 %. Encore plus fort : par le jeu cumulé des exemptions, en 2008, treize contribuables disposant chacun de 15,53 millions d'euros de patrimoine déclaraient un revenu fiscal de 3 753 € et acquittaient... 47 € d'impôt. Pas de problème - pour eux -, c'est légal...

La réforme des retraites, tant pour les régimes des agents publics (Code des pensions, CNRACL, IRCANTEC) que pour le régime général, doit prendre en compte l'ensemble des questions, notamment le niveau des pensions, l'emploi, le financement, la pénibilité, le maintien de l'âge légal à 60 ans de départ à la retraite et la réduction des inégalités visant à l'amélioration pour tous.

La concertation en cours, le calendrier extrêmement serré imposé n'offrent pas une qualité de dialogue social acceptable pour répondre à un tel enjeu de société, d'autant que les seuls éléments de la réforme proposée restent le recul de l'âge légal à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant.

C'est le printemps, les luttes fleurissent dans la Fonction publique territoriale : libérés et droits syndicaux, personnels de la petite enfance, personnels de la Culture, professionnels du Sport, policiers municipaux, médicaux sociaux,

faisons converger toutes ces luttes avec celles des fonctionnaires, agents et salariés des autres secteurs du public et du privé, avec un

27 mai massif par la grève et dans les manifestations !

Bulletin de syndicalisation

Je souhaite : prendre contact me syndiquer participer à une formation d'accueil

Nom - Prénom :

Adresse personnelle :

Collectivité ou établissement :

Téléphone : Email :

Bulletin à remettre à un-e militant-e Cgt ou à retourner à :
Fédération Cgt des services publics - Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil Cedex

